

## Liste des objets en attente de traitement

Etat au 22 octobre 2015

DEPARTEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	<p>(232) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale l'invitant à modifier la loi sur la protection de l'environnement afin d'y introduire des prescriptions sur l'introduction d'une étiquette indiquant les émissions de CO2 émises lors de la production et du transport des denrées alimentaires non-transformées et</p> <p>Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative cantonale Grégory Devaud et consorts auprès des Chambres fédérales demandant au Conseil fédéral une modification de la loi sur la protection de l'environnement afin d'y introduire des prescriptions sur l'introduction d'une étiquette indiquant les émissions de CO2 émises lors de la production et du transport des denrées alimentaires non-transformées</p>	<b>Séance de commission le 19.11.15</b>
2.	(247) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 4'000'000 en vue de financer les subventions destinées à la construction ou à la rénovation des porcheries vaudoises conformément aux dispositions fédérales sur la protection des animaux et à la stratégie relative à la filière porcine de la politique agricole vaudoise	<b>RC ok le 22.09.15</b>
3.	(240) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP) et Projet de décret accordant au Conseil d'Etat un premier crédit-cadre de CHF 80 millions destiné à financer les mesures de lutte contre les micropolluants dans les stations d'épuration	<b>Séance de commission le 30.09.15</b>
4.	(243) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à la Convention intercantonale de dissolution du Concordat sur le commerce de bétail (Convention intercantonale sur le commerce de bétail du 13 septembre 1943)	<b>CTAFE Séance de commission le 06.10.15</b>
5.	(249) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 17 novembre 1952 concernant l'assurance des bâtiments et du mobilier contre l'incendie et les éléments naturels (LAIEN) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jacques Haldy et consorts relatif à la couverture par l'ECA des affaissements sur dolines (10_POS_194	<b>Séance de commission le 23.11.15</b>
6.	(254) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jérôme Christen et consorts en faveur de la sauvegarde des vieux chalets de montagne	<b>Séance de commission le 04.12.15</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
7.	(12_MOT_013) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts concernant le logement - Favorisons la densification grâce au maintien du Plan partiel d'affectation (PPA)	<b>Séance de commission le 14.02.13 En attente que le projet de modification de la LATC soit passé devant le CE</b>
8.	(15_MOT_067) Motion Yves Ferrari et consorts - Glyphosate, le nom scientifique d'un pesticide cancérigène plus couramment appelé Roundup !	<b>Séance de commission le 03.09.15</b>
9.	(15_MOT_069) Motion Jean-Yves Pidoux et consorts - Assurer la mise en oeuvre de la planification énergétique territoriale  (15_MOT_071) Motion Valérie Induni et consorts - Stop aux recherches d'hydrocarbures	<b>Séance de commission le 30.11.15</b>
10.	(15_POS_133) Postulat Jean-Yves Pidoux et consorts - Assainir énergétiquement les bâtiments publics  (15_POS_140) Postulat Anne Baehler Bech et consorts - Une stratégie pour augmenter le taux de bâtiments assainis dans le canton	<b>Séance de commission le 14.12.15</b>
11.	(15_INT_382) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Andreas Wüthrich et consorts - Assez de bois pour tout le monde dans notre canton ?	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
12.	(241) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 2'307'000 pour financer la mise en oeuvre du futur réseau vaudois des bibliothèques et du système d'information associé dans le cadre du programme de gestion des bibliothèques du réseau vaudois (RenouVaud) et  Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Céline Ehrwein Nihan – Les Vaudois et Vaudoises doivent-ils vraiment faire bibliothèques à part ? (14_INT_253)	<b>RC ok le 20.10.15</b>
13.	(242) Exposé des motifs et projets de lois modifiant la loi du 4 mai 2004 sur la protection des mineurs (LProMin) et la loi du 30 mars 2004 sur l'exercice de la prostitution (LPros)	<b>CTPOF Séance de commission le 13.11.15</b>
14.	(252) Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat  un crédit d'ouvrage de 3'757'000 fr. pour la construction du «bâtiment des services de l'UNIL – nouvelle annexe à la Ferme de la Mouline» à l'Université de Lausanne à Dorigny et  un crédit d'ouvrage de 1'260'000 fr. pour la déviation de la rue de la Mouline à l'Université de Lausanne à Dorigny	<b>Séance de commission le 20.11.15</b>
15.	(15_INI_010) Initiative Frédéric Borloz et consorts - Formation professionnelle agricole confiée au département en charge de l'agriculture	<b>Séance de commission le 22.09.15</b>
16.	(15_POS_107) Postulat Laurence Cretegy et consorts - La musique, une partition bien difficile à harmoniser !	<b>Séance de commission le 12.06.15 Rapport en attente G. Cretegy</b>
17.	(15_POS_130) Postulat Laurent Miéville et consorts pour une politique de sensibilisation pré-universitaire à l'entrepreneuriat	<b>Séance de commission le 27.11.15</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
18.	<p>(408) Exposé des motifs et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL),</li> <li>- modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie et</li> </ul> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fins que l'habitation (LDTR) (09_POS_156) et</li> <li>- sur le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical relatif au logement et demandant de dépasser le statu quo pour le bien des locataires et des propriétaires (09_POS_157)</li> </ul>	<p><b><i>En attente d'une nouvelle séance de commission</i></b></p> <p><b><i>Note du SGC : cet objet est, sur le fond repris par les tirés à part 168 et 169 de la législature 2012 -2017</i></b></p>
19.	<p>(168) Exposé des motifs complémentaires et projets de lois sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL) et modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie (LVLEne) et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation des maisons d'habitations ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fin que l'habitation (09_POS_156)</li> <li>- le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical - Logement : pour le bien des locataires et des propriétaires, dépassons le statu quo ! (09_POS_157)</li> </ul> <p>(169) Préavis du CE au GC sur l'initiative populaire cantonale "Stop à la pénurie de logements" et projet de loi modifiant la LL et EMPD ordonnant la convocation du corps électoral pour se prononcer sur l'initiative populaire cantonale "Stop à la pénurie de logements" et les projets de lois modifiant la LATC et la LL (contre-projet du Conseil d'Etat) et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la motion Jérôme Christen et consorts transformée en postulat en faveur de l'introduction d'un droit de préemption permettant de faciliter la politique foncière des collectivités publiques, et</li> <li>- le postulat Marc-Olivier Buffat et consorts pour la création de zones d'habitation à loyers modérés, et</li> <li>- le postulat Christa Calpini et consorts au nom du groupe radical - Terrains constructibles thésaurisés : des mesures incitatives pas coercitives, et</li> <li>- le postulat Pierre Volet et consorts - Allongement des délais de permis de construire dans le canton, une mesure complémentaire à la simplification des procédures</li> </ul>	<p><b><i>RC maj. ok le 12.06.15</i></b>  <b><i>RC min. ok le 15.06.15</i></b></p> <p><b><i>Sera traité en septembre 2015</i></b></p> <p><b><i>Suite des débats</i></b>  <b><i>1<sup>er</sup> débat</i></b></p>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
20.	(188) Exposé des motifs et projets de lois modifiant <ul style="list-style-type: none"> <li>- la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative</li> <li>- la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics</li> </ul>	<b>CTAFJ</b> <b>Séance de commission le</b> <b>13.03.15</b> <b>En attente d'un rapport</b> <b>complémentaire</b>
21.	(223) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et  Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Claude-Alain Voiblet et consorts « demandant une ouverture plus large de l'exercice des droits populaires au sein des communes vaudoises » (11_MOT_154)	<b>CTAFJ</b> <b>Séance de commission le</b> <b>01.05.15</b> <b>Rapport en attente</b> <b>N. Mattenberger</b>
22.	(229) Exposé des motifs et projet de décret pour la constitution de droits distincts et permanents de superficie (DDP) en faveur de la Société vaudoise pour la création de logements à loyers modérés (SVLM)	<b>Séance de commission le</b> <b>16.11.15</b>
23.	(246) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre de 3'850'000 francs pour financer les travaux de sécurisation des bâtiments de la Police cantonale et les besoins en locaux liés à l'augmentation du personnel policier	<b>Séance de commission le</b> <b>21.10.15</b>
24.	(253) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !	<b>Séance de commission le</b> <b>10.12.15</b>
25.	(255) Rapport du Procureur général sur l'activité du Ministère public pour l'année 2014	<b>COGES</b> <b>Séance de commission le</b> <b>03.12.15</b>
26.	(257) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et Rapport du Conseil d'Etat au grand conseil sur le postulat Florence Golaz et consorts " pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus " (12_POS_001)	<b>Séance de commission le</b> <b>03.11.15</b>
27.	(15_MOT_062) Motion Jacques Nicolet au nom du Bureau du Grand Conseil - modification du taux d'activité des juges cantonaux et des règles afférentes dans le décret fixant leur nombre pour la législature 2018 – 2022	<b>RC ok le 18.08.15</b>
28.	(15_MOT_063) Motion Jacques Haldy et consorts - Pour permettre la vente par les communes des biens abandonnés par un locataire expulsé	<b>RC ok le 27.08.15</b>
29.	(15_MOT_065) Motion Marc-Olivier Buffat et consorts - Modification des frais judiciaires et dépens en matière de police des constructions et de marchés publics  (15_MOT_066) Motion Nicolas Rochat Fernandez et consorts - Procédure administrative : Pour des frais judiciaires respectant le principe de proportionnalité	<b>CTAFJ</b> <b>Séance de commission le</b> <b>11.09.15</b> <b>Travaux de la commission</b> <b>suspendus en attente d'une</b> <b>décision du TF</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
30.	(15_MOT_068) Motion Jean-François Cachin et consorts - oui à un ASP dans un véhicule lors des contrôles radars immobiles pour excès de vitesse sans interception des contrevenants	<b>Séance de commission le 02.11.15</b>
31.	(15_MOT_070) Motion Jessica Jaccoud et consorts - Pour une correction du tarif des émoluments des notaires	<b>Séance de commission le 26.11.15</b>
32.	(15_POS_106) Postulat Jean Tschopp et consorts - Quelle efficacité pour la police coordonnée ?	<b>RI ok le 14.08.15</b> <b>Travaux de la commission suspendus en attente de recevoir des informations complémentaires du Conseil cantonal de sécurité</b>
33.	(15_POS_113) Postulat Fabienne Despot et consorts - Les communautés religieuses doivent certifier respecter nos principes fondamentaux  (15_POS_114) Postulat Pierre Guignard - Comment vérifier les données issues des communautés religieuses ?	<b>Séance de commission le 17.09.15</b>
34.	(15_POS_121) Postulat Jacques Ansermet et consorts au nom de la Commission de présentation demandant des améliorations dans le processus de recrutement des juges cantonaux suppléants	<b>RC ok le 18.08.15</b>
35.	(15_POS_122) Postulat Véronique Hurni et consorts - Revalorisation des métiers du domaine pénitentiaire	<b>Séance de commission le 25.09.15</b>
36.	(15_POS_134) Postulat Fabienne Despot et consorts - Quel bilan de l'accord de Schengen pour la Suisse et le Canton de Vaud	<b>CTAFE</b> <b>Séance de commission le 03.11.15</b>
37.	(14_INT_282) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Sylvie Podio - Ouvrir la porte à un désendettement concret des particuliers surendettés	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
38.	<p>(155) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean-Michel Dolivo et consorts - Mieux comprendre les maladies et tumeurs hormono-dépendantes (en particulier, les cancers du sein et des testicules) pour agir de manière préventive et</li> <li>- Fabienne Freymond Cantone et consorts concernant le cancer du sein - Pourquoi cette maladie frappe autant et comment pourrait-on mieux la prévenir</li> </ul>	<b>RC ok le 26.08.15</b>
39.	<p>(155_compl) Rapport complémentaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean-Michel Dolivo et consorts - Mieux comprendre les maladies et tumeurs hormono-dépendantes (en particulier, les cancers du sein et des testicules) pour agir de manière préventive et</li> <li>- Fabienne Freymond Cantone et consorts concernant le cancer du sein - Pourquoi cette maladie frappe autant et comment pourrait-on mieux la prévenir ?</li> </ul>	<b>RC ok le 26.08.15</b>
40.	<p>(236) Exposé des motifs et projet de décret sur les infrastructures pour le bâtiment des sciences de la vie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de CHF 6.60 millions pour financer les études pour la rénovation et réaffectation de la première partie du bâtiment Amphipôle sur le site de Dorigny de l'Université de Lausanne,</li> <li>- accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de CHF 12.80 millions pour financer les études pour la construction d'un bâtiment des sciences de la vie sur le site de Dorigny de l'Université de Lausanne,</li> <li>- accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de CHF 6.15 millions pour financer les études pour la construction d'un bâtiment destiné à un centre de médecine personnalisée et d'ingénierie immunitaire contre les maladies infectieuses et les problèmes d'immunodéficiência sur le site du Biopôle à Epalinges,</li> <li>- accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 63.20 millions pour la construction d'un bâtiment destiné à l'ingénierie immunitaire en oncologie et dédié au Centre Ludwig de l'Université de Lausanne pour la recherche sur le cancer sur le site du Biopôle à Epalinges.</li> </ul>	<b>CTSAP</b> <b>Séance de commission le 05.10.15</b>
41.	<p>(248) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Filip Uffer et consorts pour une politique d'action sociale gérontologique favorisant la participation et l'autodétermination des personnes âgées</p>	<b>Séance de commission le 13.11.15</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
42.	(250) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les Programmes pluriannuels des investissements - Période 2012 - 2016 - des établissements hospitaliers inscrits sur la liste LAMal vaudoise	<b>CTSAP</b> <b>Séance de commission le 25.09.15</b>
43.	(251) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 9'292'700 pour la mise en oeuvre du nouveau système d'information SAMOA (subsides à l'assurance-maladie et obligation d'assurance) à l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM)	<b>CTSYP</b> <b>Séance de commission le 27.10.15</b>
44.	(15_POS_117) Postulat Catherine Labouchère et consorts - Jeunes adultes en difficulté (JAD) et les mesures d'insertions sociales (MIS), un accord imparfait à qui il faut redonner le bon tempo	<b>RC ok le 24.09.15</b>
45.	(15_POS_127) Postulat Christa Calpini et consorts pour un centre de médecines complémentaires en phase avec les besoins des patients du CHUV  (15_POS_128) Postulat Jacques-André Haury et consorts invitant le Conseil d'Etat à proposer des mesures visant à endiguer l'explosion des coûts de l'ambulatoire hospitalier	<b>CTSAP</b> <b>Séance de commission le 06.11.15</b>
46.	(15_POS_129) Postulat Philippe Vuillemin et consorts - Pour une meilleure protection du personnel soignant en EMS	<b>Séance de commission le 30.10.15</b>
47.	(15_POS_132) Postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts - Les Archives cantonales vaudoises, mémoire de notre Canton, quid des archives audiovisuelles ?	<b>CTSYP</b> <b>Séance de commission le 17.11.15</b>
48.	(15_POS_141) Postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts suite à une rencontre organisée sous l'égide du FIR - Forum Interparlementaire Romand : Le Canton de Vaud et le CICR - un engagement à développer...	<b>CTAFE</b> <b>Séance de commission le 01.12.15</b>
49.	(15_POS_142) Postulat Amélie Cherbuin et consorts - Centraliser les offres pour l'hébergement social d'urgence	<b>Séance de commission le 04.12.15</b>
50.	(15_INT_372) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin - L'Etat se prend-il pour Dieu ?	
51.	(15_INT_362) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Mettons fin à la discrimination des hygiénistes dentaires vaudois-es !	
52.	(15_INT_388) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen - Marchés publics : le remède législatif n'est-il pas devenu pire que mal ?	
53.	(15_INT_389) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Alain Voiblet - Utilisation des PIG (Prestations d'Intérêt Général) comme un outil de subventionnement "occulte" qui pourrait biaiser la concurrence et la réalité des chiffres entre les établissements hospitaliers dans notre pays	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
54.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du ..... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	<b>2ème débat (lié au rapport compl. 384) En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
55.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du..... A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	<b>RC maj. + min. ok le 08.06.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
56.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et  Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et  Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	<b>RC maj. + min. ok le 13.05.11  Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
57.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du ... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	<b>RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
58.	(15_MOT_064) Motion Céline Ehrwein Nihan et consorts - Pour un accueil digne, pour de vrais abris	<b>Séance de commission le 07.09.15</b>
59.	(15_POS_111) Postulat Amélie Cherbuin et consorts - Subventions aux projets régionaux : mesurer la performance et sécuriser le processus de décision	<b>RC ok le 20.08.15</b>
60.	(15_POS_125) Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts - Fermeture des bureaux postaux : pour une stratégie claire et anticipée du Conseil d'Etat afin de stopper l'hémorragie  (15_INI_012) Initiative Julien Eggenberger et consorts visant à donner aux autorités communales un droit de regard sur l'organisation des points d'accès au réseau postal	<b>Séance de commission le 08.09.15</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
61.	(15_POS_126) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Que sont devenus les "523" dix ans après leur régularisation ? Le citoyen est en droit de connaître les conséquences de cette politique spécifique à notre canton !	<b>Séance de commission le 28.08.15</b> <b>RC maj. en attente</b> <b>S. Butera</b> <b>RC min. ok le 14.10.15</b>
62.	(15_POS_131) Postulat Mathieu Blanc et consorts - Pour une loi/réglementation cantonale du service de transport de personnes	<b>Séance de commission le 01.12.15</b>
63.	(15_PET_031) Pétition en faveur de M. Abdul Ahad	<b>RC ok le 27.08.15</b>
64.	(15_PET_032) Pétition des Jeunes Vert-e-s vaudois-e-s pour une rémunération décente des stages	<b>RC ok le 09.06.15</b>
65.	(15_PET_033) Pétition en faveur de Fitim Gashi	<b>RC ok le 17.09.15</b>
66.	(15_PET_035) Pétition en faveur de la famille Cil : Kemal et Hatin, les parents, et Berat et Havin, les enfants	<b>RC ok le 27.08.15</b>
67.	(15_PET_036) Pétition en faveur de Madame Merime Kabashi et ses enfants Bleon (10 ans) et Area (3 ans)	<b>RC ok le 17.09.15</b>
68.	(14_INT_321) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Freymond Cantone et consorts - Interdiction totale de la publicité pour les produits du tabac : cohérence... ?	
69.	(15_INT_330) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Catherine Roulet et consort - Quel traitement réserve l'EVAM aux personnes vulnérables, en particulier sur le plan médical ?	
70.	(15_INT_383) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Julien Eggenberger et consorts - Subsidés au sport : qui paiera le manque à gagner ?	
71.	(15_INT_398) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Michel Miéville - Loterie romande : se gratte-t-elle des emplois en Suisse ?	
72.	(15_INT_378) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts - Loi sur les auberges et débit de boissons : la LADB est-elle une auberge espagnole ?	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
73.	(15_POS_137) Postulat Sylvie Podio et consorts - Un coup de pouce pour le climat, les jeunes, les familles et les transports publics  (15_POS_138) Postulat Sylvie Podio et consorts - Pour un réseau VLS moderne et efficace sur l'ensemble du territoire cantonal	<b>Séance de commission le 26.11.15</b>
74.	(15_INT_401) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Ducommun - L'Etat est-il en rupture de peinture grise ?	
75.	(15_INT_373) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Pierre-Yves Rapaz - Sécurité routière, pose de filets ? Oui, mais faut-il avoir les moyens de les entretenir	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
76.	<p>(256) Exposé des motifs et projets de budgets (empd n° 2)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2016</li> <li>– d'investissement pour l'année 2016 et plan 2017-2020 et</li> </ul> <p>Rapport du Conseil d'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– sur le Programme de législature 2012-2017</li> <li>– sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement et</li> </ul> <p>Exposés des motifs et projets de loi</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI)</li> <li>– modifiant la loi du 5 décembre 1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (LPFES)</li> <li>– modifiant la loi du 10 février sur les mesures d'aide et d'intégration pour personnes handicapées (LAIH)</li> <li>– modifiant la loi du 18 novembre 1935 sur l'estimation fiscale des immeubles (LEFI)</li> <li>– modifiant la loi du 11 février 1970 sur l'organisation du Conseil d'Etat (LOCE)</li> <li>– modifiant la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE)</li> <li>– modifiant la loi du 25 juin 1996 d'application vaudoise de la loi fédérale sur l'assurance maladie (LVLAMal)</li> <li>– modifiant la loi du 24 janvier 2006 sur l'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale (LAPRAMS)</li> <li>– modifiant la loi du 9 novembre 2010 sur l'harmonisation et la coordination de l'octroi des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises (LHPS) et la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2014 sur l'aide aux études et à la formation professionnelle (LAEF)</li> <li>– modifiant la loi du 29 novembre 1961 sur les améliorations foncières</li> <li>– modifiant la loi du 12 septembre 1984 sur la prévoyance professionnelle de certaines catégories de personnel (LLP) et</li> </ul> <p>Exposés des motifs et projets de décret</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– fixant, pour l'exercice 2016, le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud, ainsi que le montant limite de l'avance de trésorerie que l'Etat peut accorder à la Centrale d'encaissement des établissements sanitaires vaudois (CEESV)</li> <li>– fixant, pour l'exercice 2016, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE)</li> </ul>	<b>COFIN</b>

	Objets	Commentaire
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– fixant, pour l'exercice 2016, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements</li> <li>– fixant, pour l'exercice 2016, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements</li> <li>– fixant, pour l'exercice 2016, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par les institutions socio-éducatives afin de financer leurs investissements (LPRoMIN)</li> <li>– fixant la contribution ordinaire de l'Etat au budget annuel de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants pour la période d'août 2016 à juillet 2017</li> <li>– accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 1'890'000.- au crédit d'ouvrage destiné à financer l'agrandissement du Centre d'enseignement postobligatoire de Nyon pour l'acquisition du bien-fonds N° 586 destiné à la construction des salles de gymnastique et</li> </ul> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– sur le postulat Pierre-André Pernoud et consort au nom des groupes UDC, PLR et Vert'libéraux – Amnistie fiscale / procédure simplifiée et</li> </ul> <p>Réponse du Conseil d'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– à la simple question de Graziella Schaller – Recettes fiscales vaudoises de 2010 à 2013 : quel montant provient de la dénonciation spontanée non punissable instaurée en 2010 au niveau fédéral ?</li> </ul>	
77.	(230) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Valérie Schwaar et consorts au nom de la Commission de gestion - Anticiper : maître-mot en vue des futurs investissements importants du canton	<b>COGES</b> <b>Séance de commission le</b> <b>04.09.15</b>
78.	(15_INT_379) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat - Le Conseil d'Etat est-il décidé à favoriser l'attractivité de notre canton ?	
79.	(15_INT_368) Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'interpellation Nicolas Rochat Fernandez et consorts au nom du groupe socialiste - Toit du nouveau Parlement : quelle exemplarité ?	
80.	(15_INT_424) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alexandre Berthoud et consorts - Projet de loi fédérale sur l'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles - comment le Canton de Vaud se prépare-t-il à la modification du cadre législatif ?	

GRAND CONSEIL

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
81.	(GC 128) Exposé des motifs et projet de loi du Grand Conseil modifiant la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 et  Rapport du Grand Conseil sur la motion Denis Rubattel et consorts - Commission des visiteurs du Grand Conseil : plus de restrictions et moins de frais !	<b><i>CTMOP</i></b> <b><i>Séance de commission le</i></b> <b><i>28.09.15</i></b>
82.	(GC 165) Rapport annuel 2014 de la CIP - Détention pénale	<b><i>RC ok le 09.09.15</i></b>

Lausanne, le 22 octobre 2015.

Secrétariat général du Grand Conseil